

Administration financière—Loi

Lorsque les Canadiens critiquent les dépenses des pouvoirs publics, c'est parce que la prolifération de la bureaucratie ne semble pas avoir entraîné une hausse de productivité. Les Canadiens ne se dressent pas contre les programmes gouvernementaux—en fait, ils en réclament constamment de nouveaux—mais ils veulent l'assurance que ces programmes soient vraiment efficaces et nécessaires.

Le président du Conseil du Trésor (M. Andras) a soigneusement étudié le poste de contrôleur général afin qu'il réponde à nos besoins actuels. Il faut savoir s'adapter à son époque.

Le député de Parry Sound-Muskoka (M. Darling) a parlé de l'accroissement des dépenses gouvernementales ces dernières années comme si c'était un phénomène purement canadien mais j'ai sous les yeux un article de l'*Economist* qui dit que les dépenses gouvernementales s'accroissent dans tous les pays riches du monde depuis une quarantaine d'années. Je cite:

Les 40 années au cours desquelles la pression des choses a créé beaucoup de confusions: la tendance dans les affaires intérieures à résoudre tous les problèmes avec l'argent des contribuables, une vague pacifiste dans les affaires internationales, de sorte que l'union pour la paix et ses successeurs ont empêché toute résistance immédiate aux nazis et ensuite à la domination soviétique sur une grande partie du monde. Ces 40 années ont également apporté de grandes réalisations humaines et techniques qui menacent maintenant d'être battues en brèche: une approche keynésienne qui a quintuplé le produit réel brut mondial depuis les années 30 en même temps qu'on assistait à la plus grande expansion économique de l'histoire, à l'apparition d'États providence honnêtes et empressés, à la fin du colonialisme.

Cette croissance économique rapide est chose du passé. Nous sommes plus prudents en matière de programmes sociaux. Je suis convaincue que les Canadiens souhaitent toujours aussi ardemment le progrès de la société, et pour faire les frais de programmes progressistes, nous voulons que notre économie soit dirigée d'une façon extrêmement efficace. Pour cette raison, cette nouvelle nomination arrive à point et reçoit l'appui général qu'elle n'aurait pas eu il y a 10 ou 15 ans.

A mon avis, il faut féliciter le gouvernement d'avoir créé ce nouveau poste et il faut aussi féliciter le président du Conseil du Trésor de s'être efforcé de faire en sorte que le nouveau poste s'harmonise avec les autres contrôles. Je suis certaine que tous les députés se joindront à moi pour souhaiter au titulaire nommé à ce poste tout le succès possible dans ses très nouvelles et très importantes fonctions.

Des voix: Bravo!

M. Alex Patterson (Fraser Valley-Est): Monsieur l'Orateur, étant donné que la journée a été longue et qu'il est presque 10 heures, puis-je dire qu'il est 10 heures?

L'Orateur suppléant (M. Ethier): Les députés sont-ils d'accord pour dire qu'il est 10 heures?

Des voix: D'accord.

[M^{lle} Nicholson.]

LA MOTION D'AJOURNEMENT

[Français]

L'ajournement de la Chambre est proposé d'office en conformité de l'article 40 du Règlement.

LE BILINGUISME—ON RECOMMANDE DE NE PLUS ACCORDER DE SUBVENTIONS À LA FÉDÉRATION DES FRANCOPHONES HORS-QUÉBEC

M. Jean-R. Roy (Timmins): Monsieur le président, pour faire suite à mon intervention rapportée à la page 3384 du *hansard*, il y a longtemps que je me demande pourquoi la Fédération des Francophones hors-Québec est si violente dans ses propos et sa confrontation auprès du gouvernement fédéral. Je me demande toujours pourquoi cet organisme non représentatif et non démocratique insiste pour dénoncer le premier ministre (M. Trudeau) et le gouvernement fédéral. Après tout, s'il y a eu du progrès absolument remarquable chez les minorités francophones depuis 1968, ce n'est certainement pas grâce au gouvernement péquiste qui vient d'être élu en 1976 ou à la FFHQ. S'il y a eu du progrès, c'est bien plutôt grâce au premier ministre Trudeau et à son gouvernement. Mêler le gouvernement fédéral avec les gouvernements provinciaux et les critiquer tous ensemble, c'est de la malhonnêteté et c'est laisser l'impression que le gouvernement fédéral n'a rien fait de plus pour le fait français depuis 1968 que les provinces de l'Alberta ou de la Colombie-Britannique par exemple. Cela est très malhonnête.

Que les premiers ministres provinciaux aient tombé dans le piège de M. Lévesque à leur conférence provinciale de Montréal, parce que ce piège fait leur affaire, c'est une chose. Plutôt que de perdre leur «peau» politique et démontrer le courage et le leadership nécessaires, ils ont préféré se laisser enjôler. Mais mettre le premier ministre Trudeau et son gouvernement sur ce même pied, voilà qui est malicieux parce que ce n'est certainement pas le gouvernement péquiste, Dieu merci, qui a la responsabilité ou même l'aptitude nécessaire pour protéger les minorités francophones canadiennes; et là je rappelle à la FFHQ que nous ne sommes pas des francophones hors Québec, nous sommes des Canadiens français chez nous dans l'Ontario et dans le Canada. Les droits que nous avons, ce sont des droits canadiens, et non pas des extensions de droits du Québec. Je rappelle que c'est le gouvernement de la province de Québec qui a refusé la formule constitutionnelle et que le gouvernement fédéral proposait d'intégrer les droits linguistiques dans la Constitution; ce ne sont pas les autres provinces qui ont utilisé leur veto, c'est bien le Québec. Alors je me demande toujours pourquoi la FFHQ fait cette campagne malicieuse contre le premier ministre et le gouvernement.

Eh bien, monsieur le président, nous avons eu la réponse la semaine dernière. C'est parce que les objectifs cachés et malhonnêtes de la FFHQ ne visent pas à protéger les minorités francophones mais plutôt à appuyer le mouvement indépendantiste du gouvernement péquiste et, par ce fait, à vendre les minorités francophones qu'ils prétendent servir parce que, une fois le Québec séparé, comment pouvons-nous justifier les droits des minorités francophones? Cet appui secret, sournois et subversif est devenu connu à la lumière du bref présenté par la FFHQ au ministre Claude Morin et au premier ministre Lévesque.